

Tableau 6 : Investissements publics dans l'habitation, par organisme
(unités/milliards de dollars américains)

	1988	1989	1990	1991p	1991 valeur
INFONAVIT	57 504	71 925	81 000	67 000	1,20
FOVISSSTE	14 923	19 848	14 124	25 639	0,29
FOVI-BANKS	104 903	53 004	95 000	134 134	2,01
FONHAPO	61 004	42 834	61 745	60 130	0,12
PEMEX	3 147	531	5 286	5 300	0,15
CFE	1 584	1 912	1 073	1 683	0,02
FOVIMI-ISSFAM	1 179	451	1 853	3 731	0,09
FIVIDESU	3 199	38 623	29 333	4 070	0,04
Organismes des États				55 000	0,07
Autres organismes	4 959	41 549	40 000	1 190	0,01
Programme de reconstruction	10 271	3 081	0	536	0,02
Total	262 673	273 758	329 414	358 413	4,02

p = projection

Source : Catálogo CIHAC de la Construcción, 1991

INFONAVIT : Institut du fonds national pour le logement ouvrier
FOVISSSTE : Fonds pour le logement des employés du secteur public
FOVI : Fonds bancaire pour le logement à prix modique
FONHAPO : Fonds national pour le logement à prix modique
PEMEX : Société nationale mexicaine du pétrole
CFE : Commission fédérale mexicaine de l'électricité
FOVIMI-ISSFAM : Fonds de logement pour l'armée et la marine

Selon les données du recensement de 1980, les matériaux les plus fréquemment utilisés dans la construction des 12 millions de résidences visitées étaient les suivants :

Pour les planchers :	Ciment ou béton	46 %
	Terre	26 %
	Mosaïque et autres revêtements	26 %
	Autres	2 %
Pour les toitures :	Béton ou briques	44 %
	Feuilles de métal ou d'amiante	17 %
	Tuiles	13 %
	Carton-fibre	12 %
	Palmes ou bois	10 %
	Autres	4 %
Pour les murs :	Briques et blocs	57 %
	Adobe	21 %
	Bois	9 %
	Boue	4 %
	Palmes ou bambou	3 %
	Carton-fibre	2 %
	Feuilles de métal ou d'amiante	1 %
	Autres	3 %

On a estimé qu'entre 1987 et l'an 2 000, il fallait construire plus de 8 millions de nouvelles habitations, soit environ 636 000 par année. De ce

nombre, 68 p. 100 seront destinées à des personnes à faible revenu, 17 p. 100 à des personnes de la classe moyenne inférieure, 7 p. 100 à des personnes de la classe moyenne supérieure et 2 p. 100 à des personnes à revenu élevé.

4.4 Secteur structuré

Le secteur structuré englobe quelque 18 000 entreprises du bâtiment inscrites en 1991 à la Chambre nationale de l'industrie de la construction (*Cámara Nacional de la Industria de la Construcción* - CNIC). Bien que la production totale de ces entreprises ait chuté de 51,3 p. 100 en valeur réelle en 1988, elle a augmenté de 54,5 p. 100 en 1989, de 38,5 p. 100 en 1990 et de 29,2 p. 100 en 1991; l'on estime qu'elle fera un nouveau bond de 8,5 points de pourcentage en 1992, pour atteindre 10 milliards de dollars. Parmi les entreprises inscrites à la CNIC, 90,9 p. 100 sont de petites entreprises (39,7 p. 100 de la production), 7 p. 100 des entreprises de taille moyenne (15 p. 100 de la production), 1,3 p. 100 des grandes entreprises (16,7 p. 100 de la production) et 0,8 p. 100 de très grandes entreprises (28,6 p. 100 de la production). Les constructeurs du secteur structuré emploient quelque 85 000 employés de bureau et 350 000 travailleurs manuels, dont seulement 16 p. 100 sont permanents. Étant donné la nature cyclique de l'industrie, les autres, soit 84 p. 100, sont des occasionnels. La plupart des entreprises du bâtiment sont établies dans les États de Mexico (21 p. 100), Nuevo León (10 p. 100), Jalisco (8 p. 100) et Veracruz (7 p. 100).

L'aménagement d'infrastructures, notamment les routes, est le principal secteur responsable de la croissance enregistrée récemment. Les concessions récemment octroyées à des entreprises privées pour la construction et la gestion des routes ont entraîné d'importants investissements. En ce qui concerne l'aménagement immobilier, c'est le secteur de l'hôtellerie et des établissements commerciaux qui a été le plus dynamique.

Dans le secteur structuré de la construction, le secteur public a toujours généré une part très importante de la demande au Mexique. Jusqu'en 1987, 80 p. 100 des travaux confiés à des entreprises du secteur structuré ont été exécutés pour le compte d'organismes publics, tant l'administration fédérale, celle des États et des municipalités que les organismes décentralisés. Avec le programme de privatisation mis de l'avant par l'actuelle administration,